

CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Délégation Ile-de-France Est

**LE DIRECTEUR GENERAL
DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

- Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques, notamment ses articles 246-2°, 249 et 250,
- Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS,
- Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions notamment son article 14-1
- Vu la décision n° 07-440 en date du 26 décembre 2007 plaçant Monsieur Guillaume SEGERER en position de détachement dans le corps des chargés de recherche à compter 1^{er} septembre 2007 jusqu'au 31 août 2008,
- Vu la demande d'intégration de l'intéressé dans le corps des chargés de recherche en date du 17 avril 2008
- Vu l'avis favorable de l'Institut des sciences humaines et sociales en date du 8 octobre 2008,

DECISION N° 09-095 - MLA

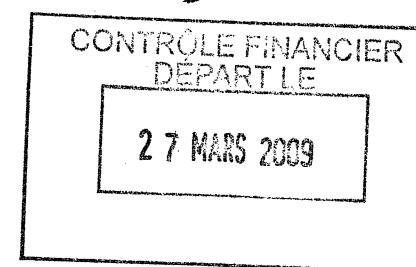
DECIDE

ARTICLE UNIQUE : Monsieur Guillaume SEGERER, agent n° 4459, détaché depuis le 1^{er} septembre 2007 dans le corps des chargés de recherche de 2^{ème} classe,

est intégré à compter du 1^{er} septembre 2008 :

Chargé de recherche 2^{ème} classe, 2^{ème} échelon,
Indice brut : 542, indice majoré : 461
Sans reliquat d'ancienneté

Vu



Fait à Thiais, le **04 MARS 2009**

P/Le Directeur Général du CNRS
et par délégation
Le Délégué Régional

Brice KERBER
Brice KERBER

Conformément à la réglementation en vigueur vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- ☐ Soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- ☐ Soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
 - En cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
 - En cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.